

# **COMBAT OUVRIER**

**Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)**

**Pour la construction d'un  
parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en  
Guadeloupe.**

**Pour l'émancipation des  
peuples de Martinique et de  
Guadeloupe.**

**Pour la reconstruction de la  
IV<sup>e</sup> internationale.**

**Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 15 JUIN 2024 - n° 1329**

**PRIX : 1 €**

## **ÉDITORIAL**

# **Le 29 juin, aux élections législatives, votez pour les candidats de Combat ouvrier - Lutte ouvrière !**

### **En Martinique**

**LE CAMP DES  
TRAVAILLEURS**



#### **1ère circonscription**

**Gabriel JEAN-MARIE**  
Candidat titulaire

**Marie-Hellen  
MARTHE-DITE-SURELLY**  
Candidate suppléante



#### **3ème circonscription**

**Mélanie SULIO**  
Candidate titulaire

**Steve CIZO**  
Candidat suppléant

### **En Guadeloupe**



#### **1ère circonscription**

**Danielle DIAKOK**  
Candidate titulaire

**Aline CERIL**  
Candidate suppléante



#### **3ème circonscription**

**Sidjie ESDRAS**  
Candidate titulaire

**Marie-Agnès CASTROT**  
Candidate suppléante



#### **4ème circonscription**

**Jean-Marie NOMERTIN**  
Candidat titulaire

**Rony TILLÉ**  
Candidat suppléant

- Pour le renversement du système capitaliste responsable des guerres, des crises, de la barbarie !**
- Pour le pouvoir des travailleurs !**
- Pour le SMIC à 2000 euros net par mois !**
- Pour la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire !**
- Pour la fin de l'oppression impérialiste en Martinique et en Guadeloupe !**

# Élections législatives

## Montée de l'extrême-droite et manoeuvres politiciennes de Macron

Le Rassemblement national (RN) a remporté de loin les élections européennes avec plus de 30 % des suffrages exprimés. En Guadeloupe aussi il arrive en tête avec plus de 30 % des voix et en Martinique il arrive second en talonnant La France insoumise. Mais c'est surtout l'abstention qui est notable aux Antilles : près de 90 %.

Les résultats définitifs n'étaient même pas encore proclamés que Macron annonce la dissolution de l'Assemblée nationale provoquant de nouvelles élections dans moins de trois semaines.

Par cette manoeuvre politicienne soudaine, Macron veut mettre au défi le RN alors qu'il est l'objet d'un rejet général. Sa politique anti-ouvrière, anti-pauvre et donc pro-riche et pro-patronale est vomie par une bonne partie de la population.

Sarkozy et Hollande avant lui avaient commencé la casse mais

l'approfondissement de la crise du système capitaliste fait de Macron un serviteur de la bourgeoisie encore plus zélé que ses prédécesseurs.

Cette bourgeoisie est à l'offensive contre les travailleurs. Elle mène une guerre de classe pour arracher le maximum de profit grâce à l'exploitation des travailleurs. Mais elle se prépare aussi à une guerre généralisée contre ses concurrents.

Pour espérer que son camp gagne les élections législatives, Macron évoque le Front républicain contre l'extrême-droite. Mais c'est sa politique qui met aujourd'hui le RN aux portes du pouvoir.

Les scores du RN et de l'extrême-droite de manière générale sont le reflet du rejet de Macron. Aujourd'hui, une partie des travailleurs, y compris ceux des Antilles, voient en Le Pen, Bardella, et autres Zemmour une

perspective à leur vie qui se dégrade.

De nombreux travailleurs disent : « finalement le RN, pourquoi pas ? On ne l'a pas essayé » après avoir été déçus par les partis de la gauche gouvernementale (Parti socialiste et Parti communiste français) qui ont soutenu toutes les politiques anti-ouvrières voulues par le grand capital quand ils étaient au pouvoir.

Si Jean-Marie Le Pen ancien dirigeant du Front national était ouvertement raciste et antisémite, le nouveau Front national, le RN se veut plus respectable mais on ne se débarrasse jamais de son ADN.

Ce parti est truffé de racistes, on y trouve des antisémites, des antimusulmans et des supracistes blancs.

Mais surtout, c'est un parti anti-ouvrier. Chaque fois que les élus

du RN en ont eu l'occasion, ils ont montré leur vrai visage en votant contre la hausse du SMIC à l'Assemblée nationale, contre le gel des loyers, contre le rétablissement de l'impôt sur la fortune et contre la taxation des super profits, contre l'indexation des salaires sur la hausse des prix, contre la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité au Parlement européen...

Preuves que tout comme Macron, Le Pen et Bardella soutiennent l'ordre bourgeois, le pouvoir patronal et la propriété privée capitaliste.

Certes, le RN n'a pas encore été en situation de diriger l'État, mais la politique que ses élus mènent dans les assemblées et dans les mairies donne un avant-goût de ce qu'ils feront quand il sera réellement au pouvoir.

## Martinique

### Pâtisserie La Guérande : le patron doit déguerpir

**Depuis plusieurs semaines, la situation de cet établissement situé à Trois-Ilets fait la une de la presse. En cause, les propriétaires originaires de l'Hexagone dont l'homme surtout tiendrait des propos racistes, stigmatisant la population locale.**

L'affaire est partie de déclarations rapportées par un salarié mineur qui a dénoncé des propos méprisants du gérant, ainsi que les conditions d'hygiène et de travail dans l'établissement. Ces accusations ont été reprises et confirmées par d'autres salariés, en fournissant des détails supplémentaires montrant l'état d'esprit du gérant. Ce qui a conduit un groupe d'activistes à s'emparer du dossier pour condamner le comportement des propriétaires. Des rassemblements ont été organisés pour exiger le départ

sans délai de ces derniers.

Face à la situation, les propriétaires, par ailleurs à la tête d'un établissement similaire à Ducos, ont décidé de fermer la pâtisserie, et demandé aux salariés de rester chez eux jusqu'à nouvel ordre. Puis, avec le concours de leur avocat, ils ont déposé plainte contre le jeune travailleur qui a mis sur la place publique les pratiques du gérant. Le salarié a été convoqué à la gendarmerie de Rivière-Salée, où, accompagné de son avocat, il a été entendu.

En Martinique, de plus en plus de témoignages rapportent de tels comportements. Et cela n'est pas le fait d'un hasard. Ainsi ce propriétaire, en se comportant comme dans un pays conquis, se sent peut-être le vent en poupe avec la montée du RN ! Et ce genre de comportement aura tendance à s'amplifier si ce parti se trouve demain à la tête du gouvernement français. Des dirigeants de certains établissements ont en commun d'être originaires de l'Hexagone et de s'être installés en Martinique, mais

également en Guadeloupe voire ailleurs depuis un certain temps, pour construire une fortune sur le dos des travailleurs en méprisant ces derniers. Cette situation n'est pas sans rappeler celle de la Kanaky. Et le silence assourdissant de représentants politiques de premier plan a tout l'air de montrer leur impuissance, voire leur complicité avec de tels comportements de petits patrons de choc qui pourraient bien finir par se retrouver avec une OQTM (obligation de quitter le territoire de Martinique) !

### Banque alimentaire : la pauvreté continue d'augmenter

**Les 7, 8 et 9 juin, la Banque Alimentaire de Martinique a organisé des collectes dans différents centres commerciaux. L'organisme constate que la demande est de plus en plus forte.**

La Banque Alimentaire de Martinique a constaté une hausse de 60 % des demandes. Elle précise qu'il y a de nouveaux pauvres, des personnes qui ont un travail mais qui n'arrivent pas à finir le mois avec leur salaire.

Cette situation illustre l'injustice

du système capitaliste. Alors que la société n'a jamais été aussi riche, les travailleurs deviennent de plus en plus pauvres.

La Banque Alimentaire se rend dans les hypermarchés et demande aux travailleurs de donner. Mais ceux qui devraient mettre la main à la poche ce sont

les propriétaires de ces hypermarchés qui engrangent des millions de profits sur le dos des travailleurs.

Bernard Hayot, béké propriétaire de onze supermarchés Carrefour aux Antilles-Guyane et à la Réunion, est le capitaliste le plus riche de la Caraïbe. Les autres

gros patrons békés, noirs, mulâtres sont aussi bien à l'aise en Martinique. C'est à eux de payer la crise de la pauvreté, ce sont eux qui devraient payer la nourriture récoltée par la Banque Alimentaire, pas les travailleurs !

## Éducation : le ras-le-bol des enseignants

**Le 3 juin, les enseignants du collège Guenette Morel de la commune du Moule ont exprimé leur ras-le-bol et décidé d'arrêter les cours. Ils dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail, le manque d'enseignants en EPS (Éducation physique et sportive), en musique, en technologie, ainsi que l'absence régulière de la principale adjointe.**

Le 6 juin, ce sont les enseignants et le personnel du collège Maurice Satineau à Baie-Mahault qui ont décidé en assemblée générale de bloquer l'établissement. Ils dénoncent aussi la dégrada-

tion des conditions de travail avec l'incivilité de certains élèves, les classes surchargées et le manque de personnel. Le personnel a été reçu par la direction de l'établissement et un repré-

sentant du rectorat, qui ont fait de vagues promesses. La réduction des moyens dans l'éducation affecte autant le travail des professeurs que l'apprentissage des élèves. Une situation qui

perdurera tant que l'État n'y mettra pas de moyens supplémentaires. Mais pour l'imposer, il faudra multiplier partout les actions comme celles de Guenette et de Maurice Satineau.

## Sargasses : la population asphyxiée

Depuis des semaines des échouages massifs de sargasses viennent polluer les côtes. À Saint-François, la Désirade, Capesterre de Marie-Galante, les taux de sulfures d'hydrogène dans l'air ont largement dépassé les seuils de toxicité. Les spécia-

listes de la qualité de l'air chez GwadAir expliquent la nécessité de retirer rapidement les sargasses échouées, moins de 48h après leur échouage, et recommandent aux habitants d'éviter les zones à risques. Les dégâts que fait ce gaz sur la santé et les

appareils sont bien connus. Cela pourrait la vie de milliers de personnes ! Depuis toutes ces années, rien n'est fait pour éviter qu'elles échouent et qu'elles pourrissent sur place.

Il serait possible d'empêcher

d'en arriver à ce genre de situation grave mais il faut d'énormes moyens. Ce ne sont pas les municipalités, mais seulement l'État ou les capitalistes qui pourraient fournir ces moyens. Sans leur imposition ils ne le feront pas. ■

## Le Congrès de l'indécision

**Le 12 juin a été fixé le 18ème Congrès de tous les élus départementaux et régionaux, des parlementaires et des maires.**

L'objectif est de mettre en place une assemblée unique qui sera ensuite soumise à la population par référendum. Suite à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président Macron, des voix s'élèvent pour reporter ce Congrès.

Mais à l'approche du Congrès, les chefs des deux collectivités montrent déjà leur désaccord. Losbar, le président du Conseil départemental, est pour la mise en place d'une assemblée unique. Tandis que Chalus, le président du Conseil régional, estime que ce n'est pas la peine de se précipiter pour l'évolution

institutionnelle, selon lui il y a d'autres priorités comme les problèmes d'eau, de transport et des déchets. Il est certain que le système actuel est absurde. Un enfant de cinq ans comprendrait qu'il faut une seule assemblée plutôt que deux dans un si petit pays.

Ces notables ont l'habitude de défendre leurs propres intérêts en particulier en cherchant à placer leurs amis dans les meilleurs postes. Ce sont des magouilles politiciennes. Les masses ne doivent pas se faire des illusions sur ces futures réformes. Les travailleurs devront s'imposer sur



17ème Congrès des élus en juin 2023.

la scène politique pour faire valoir leurs propres intérêts : augmentation des salaires, mesures

contre le chômage en répartissant le travail entre tous sans diminuer les salaires.

## Gosier : le cinéma n'est pas fini

Après l'élection de la mairesse lors d'un conseil municipal émaillé d'insultes, de menaces et de coups, c'est la méthode judiciaire qui a pris le relais pour juger les coups portés et statuer

sur la légitimité de la mairesse. Le verdict est tombé : l'élection est caduque ! Le feuilleton va continuer, le duel entre le bras droit du défunt maire et son adjointe (si un troisième larron

n'est pas en embuscade) va reprendre devant le conseil municipal. Ce dernier devra de nouveau choisir celui qui prendra la tête de la municipalité. Ce prochain épisode va être captivant !

Tout cela prêterait à rire, si derrière cette comédie, il n'y avait une lutte d'affamés de pouvoir qui ne vont réussir qu'à décevoir les attentes des habitants de la commune.

# Martinique

## Le Crous veut racketter les étudiants

**Au campus de Schoelcher, le Crous (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) demande aux étudiants de payer une somme de 36,51 €. La raison serait soi-disant la réparation de dégradations commises dans un ascenseur d'un bâtiment du Crous où logent les étudiants.**

Cette demande du Crous est révoltante. On parle ici d'un organisme qui a pour but d'accompagner des étudiants durant leurs études. L'écrasante majorité de ces étudiants vivent dans des conditions précaires. La plupart vit avec une bourse de moins de

600 €. Certains se voient obligés de se tourner vers des organismes solidaires comme Ti-Kaba, sorte de banque alimentaire pour étudiant. La grande majorité des étudiants ont besoin de l'allocation pour logement afin de payer leur loyer au

Crous.

C'est quand même la moindre des choses que le Crous assure la maintenance des installations et un entretien régulier de l'environnement des locaux. S'il y a des réparations à effectuer, ce n'est certainement pas aux étu-

dants, déjà précaires, de mettre la main à la poche, pour réparer des locaux gérés par l'État. C'est à l'État lui-même de déboursier de l'argent à travers son organisme qui n'est autre que le Crous. ■

# Élections européennes 2024

## Communiqué de Jean-Marie Nomertin et Gabriel Jean-Marie, militants de Combat ouvrier, candidats de la liste « Lutte ouvrière - le camp des travailleurs », après les résultats

Nous remercions les 2164 votants (5,57 %) en Guadeloupe et 1001 votants (2,93 %) en Martinique qui ont voté pour la liste « Lutte ouvrière - le camp des travailleurs ». Nos camarades Gabriel Jean-Marie de la Martinique et Jean-Marie Nomertin de la Guadeloupe figuraient sur cette liste conduite par nos camarades Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier.

Au total, dans l'Hexagone et l'Outre-mer, notre score est de 0,5 %.

Nous étions la seule liste à affirmer qu'il faut renverser le capitalisme.

Le Rassemblement national de Jordan Bardella est arrivé en tête, avec plus de 31 %. Il est aussi en tête en Guadeloupe et en 2ème position en Martinique. Bardella apparait comme le gagnant d'un rejet populaire anti-Macron. Derrière sa prétendue défense des « petits et de leur pouvoir d'achat », son parti est en réalité l'un des partis de la bourgeoisie qui écrase les « petits » et combat le mouvement ouvrier. Il le fait à visage

masqué aujourd'hui et le fera ouvertement demain, dans un contexte de crise économique et de guerre allumée par le capitalisme.

En projetant un tel parti en avant, les travailleurs et les masses populaires se tirent assurément une balle dans le pied. Car il s'agit d'un parti raciste, suprémaciste blanc. Même si pour l'instant il cache son jeu.

Aux Antilles avec plus de 85 % d'abstentions l'électorat populaire, avec les salariés, les chômeurs, les retraités du monde du travail, est massivement resté à l'écart des européennes. Parmi les abstentionnistes, il y a ceux pour qui il faudrait se préoccuper uniquement des relations entre l'État français et la Guadeloupe ou la Martinique. Ceux-là choisissent de se taire sur la réalité du monde capitaliste. Il y a surtout tous ceux qui sont tellement dégoûtés des élections qui ne changent rien à leur sort qu'ils ne sont même plus inscrits sur les listes électorales.

Dans nos deux îles, ex colonies françaises et toujours sous con-



Lors de la campagne à Capesterre-Belle-Eau le 2 juin 2024.

trôle de l'impérialisme français, ce dégoût est d'autant plus important que tout se décide à 7000 kms, en France hexagonale, et que les séquelles coloniales demeurent vives.

Nos scores demeurent faibles et ce n'est pas nouveau. Mais les 3 165 votants qui ont mis un bulletin Lutte ouvrière aux Antilles continuent d'assurer la permanence d'un courant politique qui maintient la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Alors que les grandes puissances capitalistes précipitent déjà de nombreuses régions du monde dans une barbarie sans nom et se préparent de plus en plus ouvertement à une guerre généralisée,

l'existence d'un courant révolutionnaire qui affirme qu'il faut renverser ce système capitaliste abject et incapable de porter des solutions aux problèmes de la majorité des populations, est fondamental.

C'était aussi une des raisons de notre candidature, car la présence de cette minorité parmi les travailleurs assurera demain la remontée politique du mouvement ouvrier et sa capacité à jouer son rôle révolutionnaire.

Pour Combat Ouvrier  
Gabriel Jean-Marie  
Jean-Marie Nomertin

Lundi 10 juin 2024

## Nos résultats

Notre liste « Lutte ouvrière - le camp des travailleurs » était conduite par notre camarade Nathalie Arthaud. Jean-Marie Nomertin et Gabriel Jean-Marie, militants de Combat ouvrier en Guadeloupe et Martinique, étaient sur cette liste.

Sur l'ensemble du territoire notre score est de 0,5 % avec 121 301 voix. Une baisse en comparaison des européennes de 2019 (176 339 voix : 0,78 %). En Guadeloupe, nous avons obtenu 2 164 suffrages, soit 5,57 %. C'est une petite pro-

gression par rapport aux dernières élections européennes de 2019 (1 714 voix et 4,45 %). En Martinique, notre liste a obtenu 1 001 voix soit 2,93 % des suffrages exprimés. En 2019 nous avons obtenu 2 635 voix (6,69 %). Nous accusons une

perte de plus de 1 500 voix.

Si nos scores demeurent faibles, tous ceux ayant mis dans l'urne un bulletin Lutte ouvrière contribuent à faire vivre l'expression du courant communiste révolutionnaire.

## Guadeloupe/Martinique : record d'abstention dans une fausse démocratie

**Sans étonnement lors de ces élections, l'abstention a battu des records aux Antilles. Elle atteint 86,75 % en Guadeloupe et 87,68 % en Martinique ! Dans les deux îles c'est plus qu'aux précédentes élections européennes de 2019.**

La population ne s'intéresse pas à ces élections, elle a de bonnes raisons pour cela. Une grande partie de la population est écrasée par les problèmes quotidiens : inflation continue, sans compensations au niveau des salaires, chômage endémique, coupures d'eau... Pour beaucoup, de simples courses alimentaires se font aujourd'hui dans la souffrance face aux hausses des prix.

Retrouver comme élus d'énormes personnages, tout droit sortis de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie, qui siègeront dans un parlement géographiquement très éloigné, cela a de quoi désintéresser. De plus, les séquelles du colonialisme persistent quoi qu'il arrive. Si la population ne prend pas part à la vie politique c'est aussi parce que la démocratie bourgeoise l'y pousse. Démocratie

hypocrite où les travailleurs, les ouvriers ne sont pas représentés, et encore moins les travailleurs des Antilles. La bourgeoisie a toujours eu mille liens tissés avec les hommes d'État, elle investit dans les instances dirigeantes, à l'échelle nationale comme européenne, pour ses propres intérêts. De nombreux élus aujourd'hui sont issus du monde des affaires. Enfin, une multitude de dupes

empêchent les travailleurs de contrôler les élus mis en place pour des années. Or les travailleurs, la population pauvre ne sont pas sans savoir que certains élus en contact avec les classes riches de la société participent au pillage du budget des États et de l'Europe en particulier. Mais l'abstention c'est aussi se taire quand on a l'occasion de s'exprimer, et se taire c'est tout accepter.

# Les communistes révolutionnaires aux élections. Pourquoi ?

À Combat ouvrier, tout comme à Lutte ouvrière, nous militons pour que le monde soit débarrassé du système capitaliste. Ce système d'exploitation de l'homme par l'homme est dominé par une classe sociale exploiteuse, la grande bourgeoisie. Nous pensons que seule une révolution dirigée par les travailleurs, ceux qui font fonctionner

toute la société, pourra enlever le pouvoir aux capitalistes, et instaurer une société plus juste. Aucune élection dans le cadre de la société capitaliste ne pourrait faire pareille chose. Quels que soient les résultats des élections, la bourgeoisie conserve le pouvoir économique et politique. Elle a un panel de politiciens prêts à se mettre à son service.

Si nous nous présentons aux élections c'est pour exposer nos idées plus largement aux travailleurs, l'idée qu'il faut renverser le capitalisme, l'idée que les exploités du monde forment un seul et même camp, l'idée qu'il faudra contester la direction de la société à la bourgeoisie et que seuls les travailleurs le peuvent. Les grandes avancées sociales

n'ont été possibles que par l'action des masses exploitées. Mais puisque les élections existent, nous voulons en y participant donner l'opportunité à tous ceux qui n'en peuvent plus de cette société, d'exprimer leur ras-le-bol et d'affirmer avec nous la nécessité de changer la société de fond en comble. ■

## Martinique

### Campagne électorale : réactions des travailleurs dans le nord

Durant cette campagne, nous Combat Ouvrier, nous avons discuté avec la population. Elle s'est souvent montrée désintéressée des élections européennes, et les réponses étaient les mêmes : « *ils sont tous les mêmes, ils ne feront rien pour nous* ». Et quand la discussion portait sur l'exploitation des capitalistes de la banane, c'était

d'autres réactions qui surgissaient. À savoir que la situation sur les habitations est devenue plus difficile : pressions permanentes des patrons sur les ouvrières et ouvriers, exploitation plus féroce contre les ouvriers haïtiens et dominiquais. Voilà la réalité de leurs préoccupations ! Des ouvriers nous ont rapporté que les capitalistes békés ne se

gênent pas pour dire que les Dominiquais travaillent mieux que les Haïtiens. Autrement dit : ils acceptent de se faire exploiter davantage. Ces mêmes exploités utilisent le travail clandestin en faisant appel à des ouvriers agricoles retraités et touchant une maigre pension, pour venir travailler trois ou quatre jours par semaine, pour un sa-

laire de misère.

Notre réponse a été de leur dire que nous sommes des candidats communistes révolutionnaires dans ces élections. Et que toutes celles et tous ceux qui sont d'accord pour s'organiser et lutter contre cette société capitaliste et ses patrons rapaces, et la renverser, l'expriment en votant pour notre liste.

### Des députés bien timides face à la montée de l'extrême droite

À l'annonce des résultats des élections européennes en Martinique, plusieurs dirigeants politiques se sont prononcés sur la montée de l'extrême droite. Ont été interrogés sur les médias Marcellin Nadeau et Jean-Philippe Nilor, députés indépendantistes sur la liste de la Nupes,

Jiovanny William GDR (Gauche Démocrate et Républicaine) ou Johnny Hajjar député PPM, apparenté PS, en passant par Serge Letchimy président de l'exécutif de la CTM. Tous ont déclaré leur consternation face au vote que les électeurs locaux ont attribué à Jordan Bardella. Par

contre, ils ont pris soin de ne rien dire sur le fait que le RN est une organisation anti-ouvrière qui cherche à diviser la classe ouvrière et à dresser les travailleurs et les pauvres les uns contre les autres, face à la bourgeoisie et au capitalisme. Se montrant plutôt sereins ils se

sont contentés de déclarer qu'ils continueront à travailler pour le pays...

Il n'y a rien d'étonnant à leur réaction, car ces notables ne sont pas pour le renversement du capitalisme, mais par contre ils sont bien comme la plupart d'entre eux, pour leur carrière !

## Échos de campagne

**À Combat ouvrier, tout comme à Lutte ouvrière, nous militons pour que le monde soit débarrassé du système capitaliste. Ce système d'exploitation de l'homme par l'homme est dominé par une classe sociale exploiteuse, la grande bourgeoisie.**

#### Quartier Volga

Voyant la photo de notre camarade Gabriel Jean-Marie, une habitante dit spontanément :

« *Ce monsieur-là je l'ai vu à la télé hier. Il a bien parlé. Heureusement qu'il est là !* »

#### Un travailleur

Réagissant à la photo de Nathalie, il dit : « *cette dame, c'est la seule qui parle pour nous tra-*

*vailleurs. Je ne comprends pas qu'elle ne fasse pas plus de voix* ». ■

## Commerce : ils pleurent le ventre plein

**Dans le secteur de la grande distribution, on assiste depuis quelque temps à un curieux jeu entre les propriétaires de grandes enseignes commerciales.**

Ces derniers se plaignent en disant que les affaires vont mal, incriminant l'octroi de mer. Mais ce sont les travailleurs et la population laborieuse qui risquent de faire les frais des opérations cachées qui se déroulent sous nos yeux entre ces rapaces avides de profits

Ainsi, François Despointes, propriétaire du groupe SAFO, qui possède les enseignes Carrefour Market et Promocash entre autres, a récemment ouvert un centre commercial à Case-Pilote. Mais le groupe a déjà annoncé que le magasin situé dans le

centre commercial Perrinon à Fort-de-France serait contraint de fermer en septembre car pas rentable. Le cynisme des dirigeants est allé jusqu'à demander aux salariés de repérer un éventuel local à Dillon où l'activité pourrait être transférée et se poursuivre. Pour l'instant, c'est l'inquiétude qui règne parmi les travailleurs qui risquent de connaître le même sort que bon nombre de ceux du Robert, c'est-à-dire le licenciement.

Le Groupe Bernard Hayot (GBH), lui, est en train de construire un nouveau centre com-

mercial au Vauclin après avoir renommé l'enseigne au centre Océanis au Robert en l'agrandissant. Pourtant, lui aussi se plaint de la situation économique, allant jusqu'à refuser d'accorder des augmentations significatives de salaire aux salariés, notamment des hypermarchés.

Quant au groupe Parfait qui exploite l'enseigne Leclerc, il a racheté le centre commercial Géant de Batelière à Ho Hio Hen. Mais depuis cinq ans, ce dernier est fermé, ce qui cause des difficultés pour s'approvisionner aux milliers d'habitants

qui habitent cette zone. Le problème viendrait de la proximité de ce centre avec celui du Leclerc Rond-Point qui lui appartient également. Allez savoir !

La seule et unique préoccupation des capitalistes de la distribution, c'est d'engranger toujours plus de profits. Le sort des travailleurs et de la population laborieuse en général leur est complètement indifférent. Sauf lorsque ces derniers décideront de mettre quelques coups de pieds dans leur fourmilière pour exiger des emplois, des salaires et des conditions de travail corrects !

# Gaza

## Biden parle de paix, Netanyahu fait la guerre

Nous publions ici un article du journal *Lutte ouvrière* daté du 7 juin 2024.

Joe Biden a annoncé le 31 mai « une feuille de route pour un cessez-le-feu durable » à Gaza. Au même moment, l'armée israélienne poursuivait la guerre à Rafah, prenait le contrôle de la zone tampon avec l'Égypte et menait des raids aériens sur la Syrie.

Ce plan en trois phases reprend un calendrier discuté depuis des mois sous l'égide des États-Unis et des États arabes de la région, entre les émissaires israéliens et ceux du Hamas. La première étape serait un cessez-le-feu de six semaines pour échanger les otages civils israéliens aux mains du Hamas contre une fraction des prisonniers palestiniens, eux aussi des otages, détenus en Israël. La seconde étape verrait la libération des otages militaires israéliens détenus à Gaza en échange du retrait de l'armée israélienne de ce territoire. La troisième phase, plus qu'hypothétique, engagerait la reconstruction de Gaza.

Le principal obstacle à ce plan, présenté comme une initiative israélienne, vient en fait de Netanyahu, qui s'appuie sur l'extrême droite israélienne et les sionistes les plus ultras pour se maintenir au pouvoir. Tout en poursuivant les négociations pour gagner du temps et donner des gages au parrain américain, une fraction de l'appareil d'État et des généraux israéliens refuse tout retrait militaire de Gaza. Incapables d'éliminer le Hamas et refusant de le reconnaître, ils sont prêts à poursuivre la guerre jusqu'à ce que règne la paix des cimetières.

De leurs côtés, les dirigeants

Camp de réfugiés bombardés par l'armée israélienne à Rafah.



américains disent souhaiter « que la guerre s'arrête et que le jour d'après commence ». Biden a pour cela des raisons de politique intérieure car son soutien à Israël provoque des remous dans son électorat. Mais sur le fond, même si, pour assurer leur domination sur le Moyen-Orient, les États-Unis ont semé partout des bombes à retardement, ils veulent garder le contrôle de ces conflits. Ils sont donc disposés à un accord avec les dirigeants palestiniens, y compris ceux du Hamas car ils ont besoin d'un appareil politico-militaire capable d'encadrer la population palestinienne. C'est précisément ce que refuse d'admettre un Netanyahu, enfermé dans sa logique de guerre à outrance et qui risque sa place.

En même temps, et ils l'ont montré moult fois depuis le 7 octobre, les dirigeants américains ne veulent pas contraindre

Israël, leur plus fidèle allié dans la région. Netanyahu a pu vérifier que ses parrains continuent de livrer armes et munitions malgré les critiques, les votes de défiance à l'ONU ou les mises en accusation. Il a pu vérifier que les dirigeants européens s'alignent. Il use et abuse de cette situation, comme il use et abuse du choc provoqué dans la population israélienne par le 7 octobre pour poursuivre la guerre à Gaza, encourager le vol des terres palestiniennes en Cisjordanie par les colons juifs, bombarder les pays voisins, le Liban ou la Syrie. Netanyahu sait aussi que l'Iran ne veut pas engager une guerre, et encore moins l'Égypte, qui laisse l'armée israélienne occuper la zone tampon démilitarisée au sud de Gaza sans broncher alors que cela piétine les accords de paix signés en 1978. Ainsi, ce ne sont pas les dirigeants américains qui

tiennent Netanyahu. C'est encore lui qui peut leur imposer sa politique, même quand ils essaient de proposer une sortie de crise.

Les Palestiniens, à Gaza et en Cisjordanie, paient au prix fort le jusqu'au-boutisme de Netanyahu et le cynisme des dirigeants impérialistes qui l'arment. Mais en réalité, tous les peuples du Moyen-Orient le paient, y compris les classes populaires et la jeunesse israélienne soumises à un régime de plus en plus militarisé et gangrené par des partis fascistes. Aucune paix durable ne viendra des tractations en cours entre brigands petits et grands. Tôt ou tard, les opprimés de la région devront trouver ensemble le moyen d'abattre le système de domination impérialiste qui enfonce celle-ci dans des guerres sans fin.

# Cuba

## Relents de guerre froide ?

Le ministre des Forces armées révolutionnaires de Cuba a annoncé l'arrivée entre le 12 et le 17 juin de quatre navires de guerre russes à La Havane. Parmi eux un sous-marin nucléaire d'attaque le K-561 Kazan. C'est une « visite amicale » a fait savoir le ministère cubain. Les navires ne seraient pas armés. Les USA ne voient pas forcément la démarche d'un bon œil.

Dans le contexte actuel de course à l'armement mondial, ces relents de guerre froide qui opposent les États-Unis au bloc

russe n'ont rien d'amical. Ce n'est pas sans rappeler la crise des missiles à Cuba en 1962 : les dirigeants américains apprenaient la présence d'une base de missiles nucléaires à Cuba, installée par l'URSS. C'était le début d'une crise opposant les deux superpuissances. Les dirigeants américains, qui détenaient bien plus de têtes nucléaires, présentaient alors l'URSS comme une menace risquant d'engendrer une troisième guerre mondiale.

Missiles soviétiques à la Havane pendant la guerre froide.



## Violence et mépris de l'État colonial français

**Macron a fait voter par le parlement une réforme constitutionnelle visant à élargir la base électorale aux prochaines élections provinciales. Jusqu'ici, seuls les Kanaks et les personnes vivant sur le territoire depuis longtemps peuvent voter. Cette réforme a mis le feu aux poudres provoquant une explosion sociale. Officiellement, à ce jour huit personnes ont été tuées. Le gouvernement montre sa volonté d'imposer une continuité de la politique coloniale en réprimant de façon ignoble le peuple kanak.**

L'impérialisme français est responsable de cette situation de guerre civile, il s'est appuyé sur l'opposition de deux peuples, les Kanaks et les Caldoches (descendants de colons venus de la métropole), qu'il a lui-même engendrée. La France coloniale s'est emparée de l'île en 1853, pillant, massacrant ceux qui se révoltaient, des terres ont été volées aux Kanaks. À plusieurs reprises les Kanaks se sont soulevés. Ces révoltes ont causé la mort de milliers de Kanaks, des chefs comme Ataï de Komalé ont été tués. Sa tête a été conservée dans un bocal de formol, puis expédiée en métropole. Les Kanaks n'avaient même pas le droit de circuler librement. C'est seulement en 1946 que le travail forcé a été aboli et qu'ils ont eu le droit de circuler librement sans être obligés de quitter la ville de Nouméa à 17h.

L'État français a mené une politique de peuplement. Les administrateurs coloniaux en ont fait un lieu de bagne, ils y ont déporté des prisonniers politiques comme les communards de 1871. Dans les années 1970 alors que le nombre de Kanaks

progressait plus vite que le nombre de Caldoches, le gouvernement a relancé la politique de peuplement en favorisant l'émigration en provenance de métropole. Son but était de limiter le danger de la revendication indépendantiste. L'État s'est employé à faire venir aussi des populations de Wallis-et-Futuna, du Vietnam, de Tahiti, des Philippines pour travailler dans les mines et dans les champs.

D'autres révoltes ont eu lieu dans les années 1980. L'impérialisme français s'est débarrassé des dirigeants gênants. Les dirigeants indépendantistes Éloi Machoro et Daniel Nonnaro furent assassinés en 1985. Trois ans plus tard en avril 1988, un groupe du mouvement indépendantiste FLNKS (Front de libération national Kanak socialiste) lança une attaque contre la gendarmerie de l'île d'Ouvéa, tuant quatre gendarmes sur place et retenant les autres otages dans une grotte. Le FLNKS voulait négocier plus d'autonomie, le gouvernement de Chirac répondit en faisant assassiner 19 militants indépendantistes Kanaks. Deux gendarmes furent



Manifestation, Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 13 mai 2024.

tués. Pour désamorcer la révolte les gouvernements successifs ont mis en place les accords Matignon et de Nouméa. Mais ces accords n'ont pas mis fin aux inégalités, à la discrimination. Les Caldoches sont majoritaires dans le sud de la région qui est la plus riche. Les Kanaks sont dans les deux autres régions, les plus pauvres. De grandes multinationales exploitent le nickel. Cette activité économique continue d'enrichir ces grands

groupes capitalistes. Mais les travailleurs ne profitent aucunement des richesses qu'ils extraient et qu'ils transforment. Le chômage touche fortement la population Kanak, 49 % des 15-64 ans n'ont aucun diplôme qualifiant. Les Kanaks sont victimes d'un colonialisme méprisant et violent, la révolte est issue de cette mémoire collective. ■

## Dans les entreprises

### Écho des hôpitaux (Martinique)

#### Oncologie : des embauches !

Une IDE en hôpital de jour alors qu'on observe de plus en plus de cas de cancers. L'encadrement lui, est incapable de répondre à la question : "Combien de patients devraient être attribués aux IDE?" C'est le grand n'importe quoi !

#### Accompagnement des patients en HDJ : problématique

Mais que dit la réglementation lors de l'accompagnement des patients en HDJ ?

L'encadrement est certainement débordé alors les agents eux aussi à la limite du burn out, pourraient être accusés d'abus de malveillance et risquer des plaintes. Une situation de stress de plus !

#### Evaluation ou pas ?

#### Assez de mépris !

En cette période, certains collègues disent qu'ils n'ont pas été

évalués depuis quatre ans. Et que cela peut avoir des conséquences sur le déroulement de leur carrière et donc les salaires. La direction du CHUM pourrait se fendre d'une note de service pour informer les travailleurs. Mais c'est le cadet de ses soucis. Pour elle, les agents sont là pour bosser et se taire !

### Écho des hôpitaux (Guadeloupe)

#### CHU : bug informatique

Rien ne va plus, on n'accède pas aux boîtes mail ni aux dossiers patients, ni aux dossiers DRH.

La direction parle de piratage, mais connaissant les problèmes informatiques du CHU, on est en droit d'en douter.

#### CGG/CDI : la direction se moque de nous

La direction a sorti une note de service disant que la stagiarisation des contractuels était en marche pour ceux qui ont au moins quatre ans d'ancienneté. Les CDI ne sont pas cités, des

noms n'ont pas été donnés. Cela entraîne la confusion. Une seule solution : titulariser tous les contractuels !

#### La vraie solution : la lutte pour l'embauche !

Un vent souffle pour l'application des 12 heures dans certains services. Des sondages ont été faits dans certains services. Cela est présenté par la direction comme la solution miracle pour régler les problèmes de manque de personnel. Mais c'est un piège. Cela ne va pas dans le sens d'une amélioration des conditions de travail.

#### Écho de Jarry

#### EDF PEI Jarry : le nouveau mot à la mode

La directrice a organisé son séminaire pour les agents qui a eu lieu fin mai. Elle n'avait qu'un mot à la bouche : « la co-construction », qu'est-ce que cela veut dire ? On ne sait pas, mais pour nous notre « co-construction » c'est d'avoir de

meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires.

#### Grève à la SAUR

Depuis le 7 mai des salariés de la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR), gestionnaire de l'eau, sont en grève à Basse-Terre pour réclamer des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. Soutien aux grévistes !

#### Écho de France-Travail

#### Attaques contre les chômeurs, ça se précise

Le gouvernement annonce une nouvelle salve d'attaques contre les chômeurs. Augmentation de la durée de cotisation de six à huit mois pour ouvrir droit aux allocations, réduction de la durée d'indemnisation de 18 à 15 mois, augmentation de l'âge des travailleurs pouvant prétendre à 22 mois d'indemnisation ! Et tout porte à croire que ce n'est que le début de ces nouvelles attaques...

## Haiti

# Avec ou sans intervention extérieure, les masses pauvres doivent préparer leur propre bataille

**Lundi 3 juin, le conseil présidentiel a installé Gary Conille comme premier ministre pour diriger le nouveau gouvernement de transition. Ce poste, il l'a déjà occupé pendant six mois entre 2011 et 2012, après le séisme de 2010.**

Dans le pays dévasté par le tremblement de terre, la population choquée continuait à vivre sous les tentes dans un dénuement total. Le gouvernement Martely-Conille a alors montré le peu d'intérêt qu'il avait pour les pauvres qui survivaient dans les camps de fortune.

Ce conseil présidentiel, sans se soucier de l'état de la population laborieuse, attend l'intervention des troupes kényanes pour mater les gangs et reprendre un pouvoir qui aujourd'hui échappe aux possédants.

La population laborieuse courbe la tête sous les armes des gangs. Parmi elle il y a cependant des militants comme nos camarades de l'OTR (Organisation des Travailleurs Révolutionnaires) qui mènent le combat à son côté. Nous publions ici la traduction d'un article de leur bulletin « Pawòl Travayè » du mois de juin.

Avec ou sans intervention extérieure, les masses pauvres doivent préparer leur propre bataille.

Depuis plusieurs semaines, de nombreuses images de l'aéroport de Port-au-Prince montrent de gros avions qui débarquent des masses de matériel militaire. Les informations laissent entendre

que beaucoup de soldats américains sont déjà sur place et préparent l'arrivée de la « Mission Multinationale de Soutien et de Sécurité » (MMS), force destinée à combattre les gangs.

Plusieurs chefs de gang ont réagi en augmentant la pression sur la population des zones qu'ils occupent pour les obliger à manifester contre l'arrivée de cette force. Ces criminels ont multiplié les exactions et ont déclaré qu'ils écraseront tous les pauvres qui soutiendraient cette force étrangère.

Beaucoup de gens pensent que la présence de soldats étrangers dans le pays peut être un stimulant pour mobiliser la population contre les gangs. Certains disent qu'ils préparent déjà des armes pour contrer les bandits.

Les gangs et les classes riches sont les deux faces d'une même médaille. Un conflit entre les deux pourrait ouvrir des possibilités de répliques pour les masses exploitées. Mais rien ne dit que les soldats étrangers viennent combattre les gangs pour protéger la vie des travailleurs et de la population pauvre. Depuis 1994, plusieurs forces étrangères sont intervenues dans le pays et au final les gangs ont prospéré au lieu de disparaître.



**Soldats kényans, renforts supposés contre les gangs.**

L'intervention des forces étrangères a pour objectif de créer les conditions pour que les classes riches continuent à engranger des richesses comme elle le font depuis longtemps. Si nécessaire, ces forces dégageront les routes pour que les marchandises et autres puissent circuler.

Mais les masses populaires peuvent se préparer dès maintenant à exploiter toutes les possibilités d'entrer dans la bataille elles aussi. Ce sont elles seules qui ont intérêt et qui sont capables de bloquer tous les criminels armés qui se cachent dans les quartiers populaires pour terroriser la population.

La classe dominante manœuvre pour résoudre ses problèmes avec les gangs armés. La population doit se montrer consciente pendant qu'elle prend aussi des

dispositions pour se mobiliser et pour se défendre, défendre sa vie, ses revendications et ses intérêts. Aucun autre groupe social ne le fera pour elle.

*Pawòl Travayè* OTR-UCI,  
Mercredi 5 juin 2024

Comptons sur nos propres forces !

## Jeux olympiques

# 180 000 € pour le passage de la flamme olympique

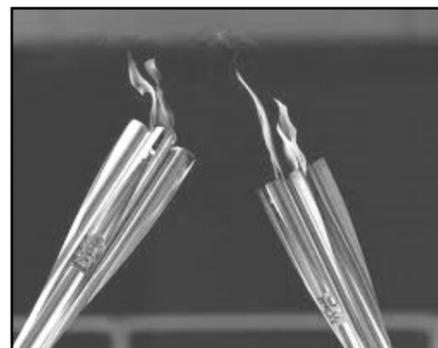
C'est le montant qu'ont dû verser les collectivités de Guadeloupe et de Martinique pour que la flamme olympique passe par chez nous.

Cette année, c'est Paris qui accueille les Jeux olympiques. La flamme devait donc passer dans tous les départements de France. Mais certains départements l'ont refusé en raison du coût exorbitant du passage de la flamme s'élevant à 180 000 € par département.

Cela se répercute sur les mairies

qui doivent gérer le passage de la flamme. Dans le quotidien Sud-Ouest, le maire de Cognac en Charente estime à 40 000 euros les dépenses pour le passage de la flamme dans sa commune.

C'est cher payé pour les collectivités et les mairies de Guadeloupe et de Martinique qui sont endettées jusqu'au cou. Où ont-elles trouvé cet argent ? Dans tous les cas, les travailleurs n'ont rien demandé. Si les collectivités et les mairies demandent aux travailleurs, d'une manière ou



d'une autre, de payer la facture, ces derniers auront bien raison de protester !

### ABONNEMENT

**12 MOIS :**  
**Sous pli fermé 33 €**  
**Sous pli ouvert 25 €**

**Je désire m'abonner au journal Combat ouvrier pour une période de.....mois.**

**NOM :** .....  
**Prénom :** .....  
**Adresse :** .....

**Ci-joint par chèque la somme de ..... euros.**

**Règlement par chèque adressé à :**

M. Philippe ANAÏS  
Combat ouvrier  
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille -  
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,  
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

**EN GUADELOUPE :** Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille, 97128  
GOYAVE—Guadeloupe  
Tel : 0690 73 48 93

**EN MARTINIQUE :** Louis MAUGÉE  
BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex  
Tel : 0696 26 56 18

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>